

AMÉRIQUE
PÉROU

EUROPE
ITALIE

AFRIQUE
MALI

OCÉANIE
FIDJI

ASIE
NÉPAL



WORLD WIDE VIEWS ON

Climate and Energy



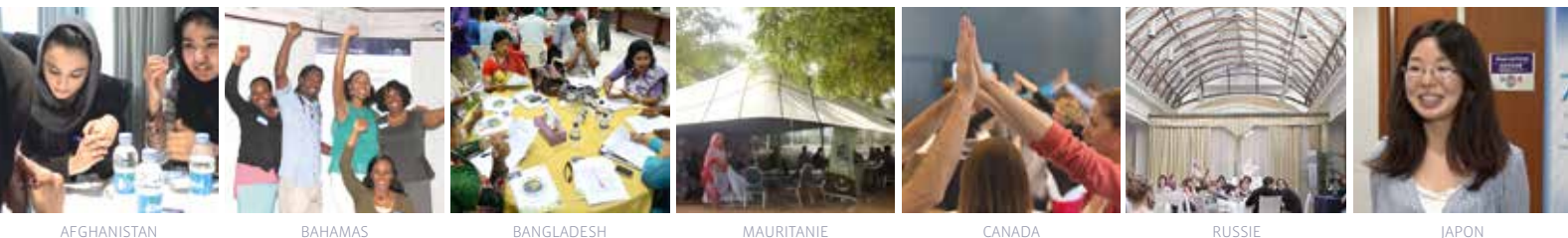
Débat citoyen planétaire

10 000 citoyens, 97 débats dans 76 pays



La lutte contre le réchauffement climatique n'est pas seulement l'affaire des gouvernements, des négociateurs, des grandes collectivités ou des entreprises ; c'est avant tout l'affaire des citoyens, de tous les citoyens. Il est essentiel que les citoyens du monde prennent part aux négociations de la COP21 de Paris et fassent entendre leur voix à l'échelle planétaire. Cet accord ne peut se passer d'eux.

Seule la mobilisation des citoyens, à tous les niveaux, permettra d'aboutir au meilleur accord possible à Paris.



Il était donc important de leur donner la parole. Quatre organisations indépendantes sont à l'origine de ce projet* : le secrétariat de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), la Danish Board of Technology Foundation (DK), Missions Publiques (FR) et la Commission nationale du débat public (CNDP), Autorité administrative indépendante française.

L'objectif n'était pas de réaliser une enquête, un sondage ; il s'agissait de recueillir l'avis de citoyens éclairés. Dans chaque pays, 100 citoyennes et citoyens représentatifs de leur population (parité, âge, catégorie socio-professionnelle) ont été réunis une journée entière, le 6 juin 2015. À partir de documents d'information et de 5 vidéos pédagogiques, ces citoyens ont travaillé par groupes de 6 à 8, sur les 5 thèmes de la COP de Paris. Puis, ils ont répondu à 30 questions. Ces débats locaux étaient organisés par des organisations non-gouvernementales : universités, collectivités, associations, etc.

Ces débats se sont tenus dans 30 pays d'Afrique, 15 pays d'Amérique, 18 pays d'Asie/Océanie, 13 pays d'Europe, y compris dans 13 îles.

Il faut souligner que des débats ont pu être organisés en Afghanistan, au Mali, au Burundi ou encore au Népal, malgré les événements dramatiques récents.

Ce qui frappe en premier lieu, c'est l'extraordinaire enthousiasme des citoyens qui ont participé à ce grand débat.

Les points de vue des citoyens peuvent surprendre par leur lucidité, leur clairvoyance et leur ambition.

Des citoyens très concernés, critiques, impatientes et volontaristes.

* Le Débat Citoyen Planétaire sur le climat et l'énergie a été réalisé par la Danish Board of Technology Foundation (bb@tekno.dk), Missions Publiques (yves.mathieu@missionspubliques.com), et la Commission nationale du débat public (christian.leyrit@debatpublic.fr), en collaboration avec les partenaires de la World Wide Views Alliance.

Pays participant au **Débat Citoyen Planétaire**

15 PAYS
AMÉRIQUE

30 PAYS
AFRIQUE

13 PAYS
EUROPE

18 PAYS
ASIE OCÉANIE

DONT
13 ÎLES

76 pays
97 débats

- | | | | | |
|----------------------------|--|---------------------------------------|-------------------------------|---------------------------------|
| 1. AFGHANISTAN | 17. CHILI | 29. GABON | 45. MADAGASCAR 2 débats | 61. ROUMANIE |
| 2. AFRIQUE DU SUD | 18. CHINE (République populaire de) y compris Taïpei 4 débats | 30. GAMBIE | 46. MALAISIE | 62. ROYAUME-UNI |
| 3. ALLEMAGNE | 19. COMORES | 31. GÉORGIE | 47. MALI | 63. RUSSIE |
| 4. ARGENTINE | 20. CONGO (République démocratique du) | 32. GHANA | 48. MAROC | 64. RWANDA |
| 5. BAHAMAS | 21. CORÉE (République de) | 33. GRÈCE | 49. MAURICE | 65. SAINTE-LUCIE |
| 6. BANGLADESH | 22. COSTA RICA | 34. GRENADE | 50. MAURITANIE | 66. SÉNÉGAL |
| 7. BARBADE | 23. DANEMARK | 35. GUATEMALA | 51. MOZAMBIQUE | 67. SEYCHELLES |
| 8. BÉNIN | 24. ESPAGNE | 36. GUYANA | 52. NÉPAL | 68. SRI LANKA |
| 9. BIRMANIE | 25. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE 4 débats | 37. HAÏTI | 53. NIGER | 69. TCHAD |
| 10. BOSNIE- HERZÉGOVINE | 26. ÉTHIOPIE | 38. INDE | 54. NIGÉRIA | 70. TERRITOIRES PALESTINIENS |
| 11. BRÉSIL | 27. FIDJI | 39. INDONÉSIE | 55. OUGANDA | 71. TOGO |
| 12. BURKINA FASO | 28. FRANCE 13 débats | 40. IRAN (République islamique d') | 56. PAKISTAN | 72. TUNISIE |
| 13. BURUNDI | | 41. ITALIE 2 débats | 57. PÉROU | 73. TURQUIE |
| 14. CAMEROUN | | 42. JAPON | 58. PHILIPPINES | 74. VIETNAM |
| 15. CANADA 2 débats | | 43. KENYA | 59. PORTUGAL | 75. ZAMBIE |
| 16. CAP VERT | | 44. KOWEIT | 60. RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | 76. ZIMBABWE |

1. L'importance de lutter contre les changements climatiques

1. **78% des citoyens du monde se sentent très concernés par les changements climatiques.** Ils sont 82% en Afrique (90% au Maroc) et 87% dans les îles (98% aux Philippines). Les citoyens du Japon (44%) et de Russie (49%) sont les moins concernés. Les citoyens très concernés sont globalement en nette progression depuis quelques années.
2. **Les mesures pour lutter contre les changements climatiques sont une opportunité pour améliorer notre qualité de vie pour 2 citoyens sur 3.** Ces chiffres sont beaucoup plus importants dans certains pays émergents, notamment l'Inde et le Brésil, et en Amérique latine. Dans de nombreux pays, les gouvernements hésitent à prendre des mesures fortes, considérant que les citoyens ne sont pas prêts. Les citoyens apportent ici un démenti.

78% des citoyens du monde se sentent très concernés par les changements climatiques.

66% des citoyens pensent que les mesures pour lutter contre les changements climatiques sont une opportunité pour améliorer notre qualité de vie.

63% des citoyens considèrent que tout doit être fait à Paris pour limiter le réchauffement de la température à 2°C.



KENYA



BRÉSIL



TERRITOIRES PALESTINIENS



NIGER



PORTUGAL



PAKISTAN



CORÉE DU SUD

3. Les résultats des négociations des Nations Unies sur le climat depuis 1992 sont insuffisants pour 71% des citoyens. Les plus critiques sont les européens (80%), les américains du Nord (89%), les indiens (80%) et les brésiliens (93%).
4. **63% des citoyens considèrent que tout doit être fait à Paris pour limiter le réchauffement de la température à 2°C.** Les plus volontaristes sont les européens (74%). Les chinois sont très en retrait (27%).
5. 70% des citoyens considèrent que la lutte contre les changements climatiques est essentiellement une responsabilité mondiale, 48% que c'est essentiellement une responsabilité des citoyens.

2. Les outils pour lutter contre les changements climatiques

1. Globalement, 88% des citoyens sont favorables à une taxe carbone, plus encore au Sénégal (98%) ; la majorité d'entre eux souhaitent qu'elle s'applique à tous les pays, mais avec des coûts plus élevés pour les pays qui ne réduisent pas leurs émissions. Les citoyens les plus hostiles sont ceux des États-Unis, de Russie ou de Chine.
2. L'outil privilégié par les citoyens pour réduire les émissions de gaz à effet de serre sont les programmes éducatifs destinés au grand public : 78% (valeur pratiquement constante dans tous les pays).
3. 45% des citoyens souhaitent que l'on arrête toute exploration pour trouver des combustibles fossiles. Les citoyens des pays exportateurs de pétrole sont tout de même 34% à approuver cette mesure.

Accéder à tous les résultats par pays et par groupes de pays, ainsi qu'aux vidéos sur climateandenergy.wvviews.org/lang-fr/



dcp_2015



Débat Citoyen Planétaire 2015

79% des citoyens considèrent que leur pays devrait prendre des mesures afin de réduire ses émissions de gaz à effet de serre, même si beaucoup d'autres pays ne prennent pas de mesures.

68% des citoyens considèrent qu'un accord à Paris devrait comporter un objectif mondial à long terme pour arriver à zéro émission de gaz à effet de serre à la fin du siècle.

71% des citoyens estiment qu'un accord à Paris devrait comporter des objectifs nationaux à court terme juridiquement contraignants pour tous les pays.

90% des citoyens du monde pensent que tous les pays devraient publier un rapport annuel sur leurs émissions et les progrès réalisés.

4. L'équité et le partage des efforts

1. La meilleure base pour fixer l'ambition des contributions nationales en faveur du climat sont les émissions actuelles ou anticipées (39%) devant les émissions historiques (passées).
2. 79% des citoyens pensent que les pays à haut revenu devraient payer plus que le montant convenu pour l'atténuation et l'adaptation des pays à faible revenu (100 milliards de dollars) (96% au Sénégal).
3. Une très large majorité (86%) considère que les contributions du secteur privé doivent être comptabilisées.
4. Plus de la moitié des citoyens (56%) sont favorables à la création d'une troisième catégorie de pays, les pays en développement les plus riches, avec plus de responsabilités.



SAINTE-LUCIE



VIETNAM



CHINE



MOZAMBIQUE



TURQUIE



ÉTATS-UNIS



SÉNÉGAL

3. Les négociations des Nations Unies et les engagements nationaux

1. L'appréciation de la manière dont chaque pays combat le changement climatique est particulièrement éclairant :
 - le changement climatique est une priorité nationale et c'est normal pour 44% des citoyens du monde (seulement 25% en France) ;
 - le changement climatique n'est pas une priorité nationale, mais devrait l'être pour 46% (65% en France, 84% au Brésil et 76% aux États-Unis).
2. Autre résultat absolument remarquable : **79% des citoyens considèrent que leur pays devrait prendre des mesures afin de réduire ses émissions de gaz à effet de serre, même si beaucoup d'autres pays ne prennent pas de mesures. Ils sont 95% aux États-Unis et au Brésil.**
3. Un accord à Paris devrait comporter un objectif mondial à long terme, pour arriver à zéro émission de gaz à effet de serre à la fin du siècle, juridiquement contraignant pour tous les pays pour 68% des citoyens du monde (90% au Pérou et 80% en Allemagne) ; les pays en développement et les pays développés étant au même niveau.

5. Les efforts des pays en développement devraient dépendre du soutien financier des pays développés pour 82% des citoyens (complètement ou en partie).
6. Les autorités locales, y compris les villes, devraient avoir accès au Fonds vert pour le climat selon 76% des citoyens (et 89% au Bangladesh).

5. Faire des promesses en faveur du climat et les tenir

1. 50% des citoyens demandent que chaque pays ait le droit d'examiner les rapports des autres pays sur leurs efforts d'adaptation ou d'atténuation (66% des russes et 35% des indiens).
2. Un accord à Paris devrait comporter des objectifs nationaux à court terme, juridiquement contraignants pour tous les pays (71%).
3. 90% des citoyens du monde pensent que tous les pays devraient publier un rapport annuel sur leurs émissions et les progrès réalisés.



83% des citoyens considèrent que ce débat sera utile ou tout à fait utile pour le processus des négociations de la COP21.

91% des citoyens ont été globalement satisfaits de l'organisation de cet événement.

97% demandent que des processus analogues soient utilisés pour traiter d'autres sujets ou des sujets similaires.

Ces résultats, très convaincants, doivent être portés auprès de tous les responsables à l'échelle du monde afin que la Conférence de Paris soit un succès.

« Il n'y a pas des citoyens extraordinaires et des citoyens ordinaires. [...] Nous sommes tous affectés par les changements climatiques de la même manière. Selon l'endroit où nous vivons, nous en sommes affectés de manière plus ou moins intense. Mais aucun d'entre nous n'est exempté des effets ; certainement pas maintenant et encore moins dans le futur. »

Christiana FIGUERES

Secrétaire exécutive de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques

« Ce 6 juin est une grande journée de mobilisation climatique et démocratique. Ce n'est pas une journée sans lendemain, pas une fin mais un commencement. [...] Cette grande consultation citoyenne est donc une contribution directe à la mobilisation qui doit nous permettre de prendre, à la fin de cette année, des décisions à la hauteur de l'urgence climatique, mais aussi à la mesure des formidables opportunités qu'offre la décarbonisation de nos économies et de nos sociétés. »

Ségolène ROYAL

Ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

« Au cours du débat, chaque individu est devenu citoyen du monde [...]. Notre vulnérabilité est une chance. Le changement climatique nous permet de réaliser à la fois nos différences et notre interdépendance. La ferveur des débats l'ont attesté ; seuls l'échange, le débat, permettent une meilleure connaissance de soi, des autres et nous rassemblent. Les gouvernants peuvent s'en inspirer pour faire vivre notre patrimoine commun qui peut donner une âme au monde. Les citoyens du monde y sont prêts. »

Stéphane ROZÈS

Président de la société CAP, enseignant à Sciences Po et HEC

« Des engagements forts de lutte contre le changement climatique pour la période 2020-2030 seront à prendre lors de la conférence de Paris en décembre. Au-delà des décisions publiques, le succès de leur mise en œuvre va reposer sur les actes effectifs des acteurs économiques, des collectivités locales et des citoyens. La consultation World Wide Views prouve la volonté manifeste des populations des différents pays que les décisions soient prises et

appliquées. Elle démontre en outre une sensibilisation maintenant équivalente entre les pays développés et les pays en développement. »

Pierre RADANNE

Président de l'association 4D

« [La lutte contre les changements climatiques] n'est pas l'enjeu d'un seul groupe, c'est l'enjeu du monde entier. C'est le monde entier qui doit être représenté. »

Larry RAGLAND

Participant du Débat Citoyen Planétaire sur le climat et l'énergie dans le Massachusetts aux États-Unis

« Ce fut une opportunité unique de venir ici et d'être sûre que ma voix serait entendue au niveau international j'ai le sentiment que je pourrais peut-être peser sur les décisions qui seront prises. »

Aishwarya SINGH

Participante du Débat Citoyen Planétaire sur le climat et l'énergie au Népal

Cette opération a reçu un appui décisif de M. François Hollande, Président de la République, et du Gouvernement français. Mme Ségolène Royal, ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, s'est engagée notamment en apportant une aide financière à 61 pays. M. Laurent Fabius, ministre des Affaires Étrangères et du Développement international, a mobilisé les ambassades de France pour identifier des organisateurs locaux et pour acheminer l'aide financière du ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie.

Cette opération a également bénéficié du soutien de M. Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale, de 13 régions françaises coordonnées par l'Association des régions de France (Aquitaine, Auvergne, Basse-Normandie, Centre-Val-de-Loire, Franche-Comté, Guadeloupe, Haute-Normandie, Île-de-France, Nord-Pas-de-Calais, Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, La Réunion, Rhône-Alpes), du groupe ENGIE, de la Fondation KR (Danemark), de l'Agence fédérale de l'environnement allemande, de la Fondation de France, de l'Agence Spatiale Européenne, des Groupes Socialiste et apparentés et Europe Écologie Les Verts du Sénat, du Ministère norvégien du Climat et de l'Environnement, de Grenoble-Alpes Métropole et de la Ville de Paris.